

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau des Installations Classées

Affaire suivie par Catherine FRANKE  
Tél : 03 87 34 88 29  
Fax 03 87 34 85 15  
Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

**ARRETE**

N° 2006-DEDD/1 - 234

en date du 13 juin 2006

prescrivant à EDF des mesures complémentaires pour la  
poursuite de l'exploitation de sa centrale Thermique de la  
Maxe.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris l'application de ses dispositions et notamment son article 18;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 autorisant EDF à poursuivre l'exploitation de sa centrale thermique de LA MAXE et de ses installations annexes, et notamment son article IV-7 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 26 avril 2006 ;

Considérant que l'article IV-7 de l'arrêté préfectoral susvisé demandait à EDF de réaliser une étude hydrogéologique visant à définir l'emplacement des piézomètres permettant de suivre l'impact du parc à charbon sur les eaux souterraines ;

Considérant que l'étude hydrogéologique réalisée par la société ANTEA propose de créer deux nouveaux piézomètres (107 et 108) et de surveiller les eaux souterraines au droit des piézomètres 106 (ou 101), 107, 108 et du forage n° 1 ;

Considérant qu'au regard des essais de lixiviation réalisés, les paramètres à analyser sont les hydrocarbures et les sulfates ;

Considérant que cette surveillance doit être imposée à l'exploitant par arrêté complémentaire ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 23 mai 2006 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup>

L'article IV-7 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-425 du 7 novembre 2005 autorisant EDF à poursuivre l'exploitation de sa centrale thermique de LA MAXE et de ses installations annexes est remplacé par l'article IV-7 ci-dessous :

#### Article IV-7 Eaux souterraines

Le site est muni de puits ou piézomètres permettant d'estimer l'impact de la centrale, du stockage d'hydrocarbures, du dépôt de charbon et des différents dépôts de cendres sur la qualité des eaux souterraines.

La fréquence des prélèvements et les paramètres à analyser sont précisés ci-dessous :

<b>Surveillance du parc à cendres humidifiées</b>		
Piézomètres 106 et 423 Forage n° 1 ou forage n° 2	Trimestriellement	B, As, Se, SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> , Mo, Cl
	Semestriellement	Sr, Na, K
<b>Surveillance au niveau du parc à cendres volantes de WOIPPY</b>		
Piézomètres 409, 411, 413, 415, 416, 417, 418 et 430 Collecteur Principal de Saint Eloy	Trimestriellement	B, As, Se, SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> , Mo, Cl, titre hydrotimétrique
	Semestriellement	Sr, Na, K
Puits 62 et 72, ballastières S1 à S9	Annuellement	SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> , Cl, titre hydrotimétrique
<b>Surveillance au niveau du parc à fioul</b>		
Piézomètres 104, 105 et 106	Trimestriellement	HCT
<b>Surveillance des zones polluées dans l'enceinte de la centrale</b>		
Piézomètres 106, 422 et 423	Trimestriellement	As, HCT
	Annuellement	HAP
<b>Surveillance au niveau du parc à cendres issues des essais de désulfuration</b>		
Piézomètres 102, 103 et 106	Trimestriellement	SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>
<b>Surveillance au niveau du parc à charbon</b>		
Piézomètres 106 (ou 101), 107, 108 et forage n° 1	Semestriellement	pH, conductivité, HCT et SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>

*Le niveau piézométrique est systématiquement relevé sur tous les piézomètres.*

*L'exploitant transmet dans un délai d'un mois à l'issue du semestre de référence, les résultats des analyses à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit du site.*

*Lorsqu'une dérive de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées.*

*Lorsque les résultats sur le collecteur principal de la station de pompage de SAINT-ELOY font apparaître que les eaux souterraines ne respectent plus les exigences définies par le décret 2001-1220 du 20 décembre 2001, les services de la D.D.A.S.S sont informés.*

*La surveillance du comportement chimique de la nappe alluviale est transmise à un organisme spécialisé qui réalise un bilan annuel de la qualité des eaux souterraines au droit du site. La piézométrie de la nappe est déterminée dans le bilan.*

*Le bilan est transmis à l'Inspection des Installations Classées dans le trimestre qui suit l'année de référence.*

## **Article 2 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

## **Article 3 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

## **Article 4 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

## **Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
le Secrétaire Général Adjoint chargé de l'arrondissement de Metz-Campagne,  
le Maire de La Maxe,  
les Inspecteurs des Installations classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté, par le demandeur ou l'exploitant, devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L 514-6 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'Environnement. Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).

METZ, le 12 juin 2006

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Bernard GONZALEZ